

L'Inde: Contre Vents et Marées Rencontre avec Claude Blanchemaison

Organisé par :
Asia Centre

Participants (par ordre alphabétique) :

Claude Blanchemaison - Ancien directeur Asie-Océanie au Ministère des Affaires étrangères

Jean-Luc Racine - Chercheur senior à Asia Centre

Tirthankar Chanda - Journaliste à la rédaction internet de Radio France Internationale (RFI)

<http://asiacentre.eu>

8 novembre 2021



Rencontre avec l'auteur

“L'Inde : Contre Vents et Marées”

Synopsis

L'auteur, Claude Blanchemaison, est ambassadeur de France en Inde d'avril 1996 à mai 2000. Cela lui permet alors d'être associé à de nombreux événements politiques et militaires, ainsi qu'à une évolution économique et sociale, préfigurant largement des développements ultérieurs. Mais pourquoi écrire sur l'Inde? Pour montrer que l'Inde n'est pas un pays comme les autres grâce à la coexistence de sa civilisation traditionnelle et des technologies des plus avancées. L'Inde reste l'un des seuls pays d'Asie en mesure de contrebalancer, au moins pour partie, la montée en puissance de la Chine. La dernière raison est qu'il s'interroge sur les capacités de l'Inde à surmonter ses graves faiblesses structurelles, et à reprendre sa trajectoire économique pour rester un partenaire majeur sur la scène internationale, après la fulgurante deuxième vague de l'épidémie de coronavirus au printemps 2021.

Problématique

Pourquoi avons-nous besoin de connaître l'Inde ?

Introduction

La politique de retour en Asie du camp démocrate, menée par les États-Unis, se renforce progressivement par expansion répétée. L'Inde est au centre de l'Asie-Pacifique. Alors, quel genre de pays est l'Inde ? Asia Center a préparé un salon sur l'Inde à travers diverses discussions avec cet auteur pour mieux comprendre le pays. L'Inde renforce progressivement sa position au centre de la compétition avec l'hégémonie américano-chinoise, que l'on appelle la nouvelle ère de la guerre froide.

Le nom officiel de l'Inde est la République de l'Inde, et elle borde le Pakistan à l'ouest, la Chine, le Népal et le Bhoutan au nord-est, et le Bangladesh et le Myanmar à l'est. L'Inde est le deuxième pays le plus peuplé du monde après la Chine et devrait la dépasser d'ici 2023.

À la suite de la déclaration McMahon en 1914, la frontière entre l'Inde britannique et la Chine a été établie à la ligne de partage des eaux de l'Himalaya. Encore aujourd'hui, l'Inde et la Chine sont en conflit frontalier. L'Inde et le Pakistan sont engagés dans des différends territoriaux sur le Cachemire depuis leur indépendance. L'Inde est le septième plus grand pays au monde par sa superficie.

Le mouvement séparatiste local est très sévère en raison de la situation géographique de l'Inde et du facteur historique d'avoir été une colonie britannique. Dans le processus de démantèlement du système colonial britannique avant et après la Seconde Guerre mondiale, le Pakistan, le Bangladesh, le Sri Lanka et les Maldives sont tous devenus des pays indépendants, distincts de l'Inde en raison de problèmes religieux. Ceylan, ou le Sri Lanka, est bouddhiste, le Pakistan et le Bangladesh sont des pays islamiques, leur religion est donc différente de l'Inde, où l'hindouisme est majoritaire. L'actuel Bangladesh est le résultat de la division du Pakistan en deux, l'ancien Pakistan oriental. Le Sri Lanka a été également divisé entre le Sri Lanka et les Maldives musulmanes. Aujourd'hui encore, le Khalistan, au Pendjab, une communauté sikhe du nord-ouest de l'Inde, réclame son indépendance.

Dans l'histoire moderne de l'Inde, la famille Nehru-Gandhi de Jawaharlal Nehru a pris les rennes en politique et

mis en œuvre une politique nationale d'industrialisation combinant le mouvement du tiers-mondisme la révolution verte, le socialisme et le nationalisme. Depuis lors, le pays s'est développé rapidement dans les années 1990, fait partie du groupe BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) et est leader dans le domaine des industries de haute technologie telles que l'industrie informatique.

Malgré les problèmes que l'Inde rencontre à cause de son système de castes et d'autres fortes traditions anciennes, Indira Gandhi, une femme, et Manmohan Singh, un Sikh, ont été chacun nommés Premier ministre. Il y a eu également d'autres événements inattendus comme l'élection de l'actuel président, Ram Nat Kovind.

Aujourd'hui, le problème de la population indienne est difficile à résoudre et celle-ci continue d'augmenter : on l'estime à plus de 1,3 milliard d'habitants aujourd'hui. La course aux armements nucléaires avec le Pakistan a été sévère de 1998 à 2004 sous le gouvernement de Atal Bihari Vajpayee, membre du Parti du peuple indien (parti nationaliste hindou).

1. La population: La force de l'Inde

La population de l'Inde est estimée à 1,38 milliard d'habitants en 2020 (norme de la Banque mondiale), et dans la dernière version des Perspectives de la population des Nations Unies 2018, elle est estimée à 1,36 milliard d'habitants en 2019.

Parallèlement, le taux de croissance démographique de l'Inde étant très élevé, il est certain qu'elle dépassera bientôt la Chine pour devenir le pays le plus peuplé au monde. Actuellement, l'écart de population entre la Chine et l'Inde est d'environ 30 millions, et le nombre de nouveau-nés et le nombre de personnes âgées de 0 à 29 ans est plus élevé en Inde qu'en Chine. D'ici 2023, l'Inde dépassera la Chine pour sa population âgée de 30 à 34 ans. Pour la population totale par âge, il est compté : environ 27% des 0-14 ans, 18% des 15-24 ans, environ 41% des 25-54 ans, environ 7% des 55-64 ans et environ 6% des 65 ou plus âgée.

L'Inde devait effectuer en 2021 le recensement décennal de sa population, qui va sans doute confirmer cette augmentation en atteignant les 1,4 milliard d'habitants. La pandémie a retardé les opérations indiennes mais les statistiques disponibles confirment que la population indienne s'accroît d'environ 1,2% par an, avec des disparités importantes entre les différents États, les plus développés ayant déjà fait leur révolution démographique et stabilisé leur population.

Les États du sud de l'Inde ont depuis un demi-siècle une croissance démographique inférieure à la moyenne du pays, Le Kerala, pour sa part, a aujourd'hui une démographie plus proche de celle des États industrialisés que des pays pauvres. Il est, à cet égard, en avance sur l'évolution des autres régions indiennes. La différence entre villes et campagnes s'estompe et la mortalité infantile régresse.

La moitié de la population indienne étant âgée de moins de vingt-cinq ans et l'espérance de vie moyenne n'étant que de 70 ans, le pourcentage des actifs augmente, ce qui signifie que le pays pourrait bénéficier d'un véritable «dividende démographique» si elle parvenait à créer dix millions d'emplois chaque année.

Le recensement précisera aussi l'ampleur du déficit, habituel en Asie, du nombre de femmes par rapport aux hommes. Il serait aujourd'hui de l'ordre de 60 millions de femmes.

2. L'économie: l'Inde, puissance économique mondiale

Comment l'économie indienne pourrait-elle s'inscrire dans une nouvelle trajectoire de croissance durable?

Modi, nommé Premier Ministre en 2014, a remporté les élections générales de 2019 malgré la baisse des taux d'approbation dans la seconde moitié de son gouvernement en raison de la lutte contre la corruption, de l'amélioration de l'environnement des affaires et des investissements étrangers actifs.

Depuis les années 2000, la croissance économique de l'Inde est en majeure partie liée au secteur des services. Après l'entrée en fonction du Premier ministre Modi en 2014, il a remporté les élections générales de 2019 par un écrasant, malgré une baisse des cotes d'approbation dans la seconde moitié de son administration en raison de la lutte contre la corruption, de l'amélioration de l'environnement des affaires et des investissements étrangers actifs. Comme la proportion de l'industrie secondaire est faible et qu'elle est signalée comme la cause du déficit commercial, une politique (« Make in India ») a été introduite, axée en particulier sur le renforcement de l'industrie manufacturière. Il s'agit d'augmenter de 25% la proportion du secteur dans le PNB d'ici 2022. En outre, pour soutenir cela, tous les investissements étrangers dans les infrastructures ont été autorisés et les procédures gouvernementales ont été simplifiées pour favoriser la présence des natifs dans des secteurs sensibles comme la défense nationale.

La procédure d'importation/exportation de l'Inde est compliquée notamment à cause des documents requis et de leur vérification en fonction de la politique ou de la catégorie de produit. Cela entrave l'expansion du commerce indien. Cependant, depuis l'élection de Modi, ce processus administratif a été simplifié par un guichet unique. Sa politique vise à encourager, renforcer la production et à augmenter les exportations en Inde. En outre, le système d'incitation à l'exportation et la politique de réduction/exemption pour les produits fabriqués en Inde sont mis en œuvre, de sorte que l'exportation de produits industriels indiens devrait augmenter à l'avenir.

La politique «Make in India» de Modi, une stratégie de développement national à long terme, vise à garantir une croissance durable et moderniser l'économie en renforçant la production. En se concentrant sur le développement de 25 secteurs manufacturiers, le gouvernement prévoit d'augmenter de 15% à 20% la part du secteur dans le PIB et ainsi créer 100 millions d'emplois d'ici 2022. L'Inde souhaite réorganiser sa structure industrielle en un pôle manufacturier mondial. Dans le domaine de l'industrie de défense, cette politique comprend non seulement la production conjointe de systèmes d'armes et d'équipements militaires en Inde, mais également la recherche et développement (R&D) conjointe, le transfert de technologies de pointe et l'exportation vers des pays tiers.

Dès lors, l'application de la politique "Make in India" au secteur de la défense n'est pas une simple production d'assemblage au travers d'une joint-venture. Cette politique contribue à l'innovation dans l'industrie manufacturière indienne grâce au transfert de technologies de pointe et a des effets d'entraînement à multiples facettes tels que la création d'emplois et l'expansion des marchés d'exportation.

Pendant ce temps, en Inde, une augmentation de l'afflux de travailleurs non qualifiés des zones rurales vers les zones urbaines apparaît comme un problème sérieux, entraînant une insécurité accrue du travail dans les grandes villes. Et comme le nombre de diplômés universitaires double chaque année, on observe une main-d'œuvre hautement qualifiée mais connaissant la précarité de l'emploi.

Étant donné que 64 % de la population totale devrait appartenir à la population en âge de travailler d'ici 2021, la création de nouveaux emplois en Inde est plus qu'urgente. Les questions sociales liées au travail devraient devenir des sujets essentiels pour le gouvernement.

Le COVID-19 en Inde

L'apparition soudaine et la propagation rapide du COVID-19 en Inde et l'incertitude sur les voies de transmission ont suffi à créer de la peur et de l'anxiété chez les Indiens, en particulier aux premiers stades de cette propagation. Le gouvernement indien a imposé un verrouillage national brutal le 24 mars 2020, qui a mis la vie de millions de travailleurs urbains migrants en danger, suscitant les critiques de l'opposition nationale et de gouvernements étrangers.

Malgré tous les bouleversements provoqués par la pandémie, l'atout essentiel de l'Inde reste l'abondance de sa main-d'oeuvre qualifiée, notamment dans le secteur des services. Ce n'est qu'en Inde que les grands groupes et les sociétés spécialisées trouvent des programmeurs et des ingénieurs en software en quantité suffisante et avec un salaire compétitif. Le pays forme chaque année plus d'ingénieurs que l'Europe et les États-Unis réunis et leur salaire moyen représente le tiers d'un salaire européen. Ainsi la banque J P. Morgan a décidé en mai 2021 de recruter, pour ses bureaux indiens, 4000 salariés qualifiés. Credit Suisse pour sa part en a embauché 1000. Le PDG de la société de services informatiques Infosys, qui emploie plus de 250 000 salariés, a déclaré à la même époque que l'industrie indienne des techniques de l'information Y avait toujours démontré sa capacité à surmonter toutes les crises et qu'il en serait de même pour celle de la Covid-19.

Au plus fort de la deuxième vague, les responsables de services informatiques ou de centres d'appels ont dû transférer une partie de leur activité vers les Philippines, leur personnel étant décimé par l'épidémie. Pour éviter d'en arriver à cette extrémité, certains d'entre eux parmi les plus importants, Infosys et Tata Consulting Services par exemple, ont créé leurs propres unités de traitement du Covid-19.

Il n'en demeure pas moins que la crise humanitaire est devenue alarmante en Inde, en raison du manque de lits d'hôpitaux, des difficultés d'accès à l'oxygène médical, et de la pénurie de vaccins. Les espoirs placés dans la capacité de production et la mise en place des vaccins se sont effondrés. À la fin du mois de mai 2021, le pays n'avait réussi à vacciner que 3,5 % de sa population, alors que les deux principaux fabricants locaux avaient en principe la capacité de produire 90 millions de doses par mois.

La pandémie a mis en évidence les faiblesses structurelles de l'Inde, la décentralisation et l'absence de consensus dans le système politique, ainsi que la faiblesse traditionnelle des investissements dans le secteur de la santé publique. La mauvaise gouvernance de Naredra Modi a singulièrement aggravé la situation. Mais tout cela n'a pas détruit la capacité d'adaptation et de réaction du pays. Partout où cela est possible, l'esprit d'entreprise continue à se manifester. Les Indiens ont de bonnes raisons d'espérer qu'avec le temps, ils surmonteront les conséquences de la pandémie et que le nécessaire sera mis en œuvre.

Les statistiques indiquent que le PIB de l'Inde a diminué de 7,3% au cours de l'année budgétaire s'achevant le 31 mars 2021. Mais, en avril et en juin 2021, il aurait augmenté de 20% par rapport aux chiffres d'avril-juin 2020. Ce rebond est dû aux bons chiffres de l'industrie manufacturière et de la construction, mais aussi de la consommation. Les mesures, différentes suivant les régions, pour lutter contre le Covid ont permis d'amortir le choc économique. Il est prévu une accélération de la croissance au fur et mesure de la réouverture de l'économie. En effet, le Fonds Monétaire International vise 9,5% pour l'exercice budgétaire 2021-2022, chiffre le plus élevé au monde. Peut-être se montre-t-il très optimiste.

3. La géopolitique: l'Inde, enjeu géopolitique et acteur stratégique: Pakistan, Bangladesh, Sri Lanka, Maldives, Myanmar

Comment l'Inde fait-elle face aux multiples enjeux géopolitiques auxquels elle est confrontée?

Les États-Unis

Pendant la guerre froide, les États-Unis ont introduit une politique d'intervention dans les affaires mondiales comme stratégie pour contenir le communisme, mais l'Asie du Sud n'est pas intervenue activement car elle n'était pas considérée comme un domaine d'intérêt relativement vital. En conséquence, la stratégie américaine en Asie du Sud n'était pas fondamentalement un objectif cohérent, mais a été menée dans la dimension du blocus de l'Union soviétique et de la dissuasion du communisme. Les États-Unis ont cherché à atteindre la stabilité régionale en Inde et au Pakistan tout en tirant les avantages à court terme de la coopération avec le Pakistan. Après son indépendance de la Grande-Bretagne en 1947, l'Inde a connu la guerre non seulement avec le Pakistan voisin, mais aussi avec la Chine. Le Pakistan a subi des guerres en 1948, 1965 et 1971. Lors de la guerre indo-pakistanaise de 1971, le Pakistan oriental a pris son indépendance avec le soutien de l'Inde et est devenu le Bangladesh. Les relations entre l'Inde et le Pakistan se sont encore plus dégradées. Depuis le différend frontalier avec la Chine en 1962, le conflit s'est poursuivi au-dessus de la frontière jusqu'à récemment.

Pendant la guerre froide, l'Inde a maintenu une relation relativement amicale avec l'Union soviétique, tout en maintenant une politique non alignée par rapport à celle des États-Unis en Asie du Sud. Le Pakistan a poursuivi une politique d'alliance avec les États-Unis et tenté de nouer des relations étroites, afin d'être à un niveau de puissance similaire à celui de l'Inde. L'administration Carter a mis fin au soutien militaire et économique au Pakistan sous prétexte qu'il poursuivait un développement nucléaire. Mais les deux pays ont fini par former une alliance après l'invasion soviétique de l'Afghanistan en 1979, car l'importance géopolitique du Pakistan s'est révélée. Le pays a donc reçu une aide militaire et les États-Unis ont commencé à l'utiliser comme base avancée grâce au soutien des moudjahidin, des rebelles afghans, afin de dissuader l'influence soviétique.

En 1989, lorsque les troupes soviétiques se sont retirées d'Afghanistan et que la guerre froide s'est terminée, les États-Unis ont fait pression sur le Pakistan pour stopper leur programme nucléaire et ont arrêté l'aide. Le Pakistan a fait donc appel à la Chine contre ces sanctions imposées. Cette dernière a, selon ses intérêts, renforcé ses relations avec le Pakistan et soutenu son programme nucléaire.

Des politiques incohérentes conformes aux intérêts des États-Unis, échouant à fournir des engagements de sécurité à la fois à l'Inde et au Pakistan, ont exacerbé l'insécurité en Inde et forcé le pays à développer des armes nucléaires.

Coopération nucléaire américano-indienne

Les États-Unis ont identifié l'Inde comme un partenaire stratégique depuis les attentats terroristes de 2001 et ont poursuivi leur coopération nucléaire, tout en élargissant la coopération en matière de sécurité dans divers domaines tels que l'entraînement militaire conjoint pour la lutte contre le terrorisme, la coopération technologique militaire, la défense antimissile et la cybersécurité. En outre, les États-Unis consolident leur coopération militaire par le biais de ventes d'armes à l'Inde. Celle-ci achetait avant la plupart de ses armes à l'Union soviétique pendant la guerre froide. La politique exceptionnelle de non-prolifération nucléaire des États-Unis envers l'Inde est un choix stratégique. Ils craignaient que l'équilibre des pouvoirs ne soit perturbé à cause des influences sino-russes et les relations indo-pakistanaïses.

En raison de ces facteurs stratégiques, les États-Unis ont continué à coopérer avec l'Inde depuis l'administration

Bush. L'administration Obama a souligné en 2012 que l'Asie était au centre de la stratégie de sécurité des États-Unis et a considéré l'Inde comme un allié stratégique, affirmant que la sécurité et les intérêts économiques du pays étaient liés non seulement au Pacifique occidental et à l'Asie de l'Est, mais aussi à l'océan Indien et l'Asie du Sud. Obama n'a fait que renforcer cette alliance.

Stratégie indopacifique et quadruple coopération indienne

La politique américaine d'élargissement et de renforcement de la coopération avec l'Inde a continué avec l'administration de Donald Trump. Le président a reconnu que le maintien de l'hégémonie américaine dans l'océan Indien était dans l'intérêt vital de son pays dans un contexte d'intensification de la concurrence entre les États-Unis et la Chine. Dans son discours au sommet de novembre 2017, le président Trump a avancé la vision d'un « Indo-Pacifique libre et ouvert (APEC) », respectant la souveraineté, le règlement pacifique des différends et le respect des normes, notamment la liberté de navigation, l'équité et la réciprocité.

En outre, l'administration Trump voulait renforcer le Quad, un moyen de mettre en œuvre la stratégie indo-pacifique et un moyen de coopérer avec les alliés en tant que stratégie concrète. Soulignant l'importance de l'Inde en tant que centre du quadrilatère pour la paix et la prospérité dans la région indo-pacifique, il s'y est rendu pour renforcer le partenariat stratégique mondial. Il a cherché à étendre la coopération dans divers domaines, tels que l'énergie et l'économie, ainsi que la coopération dans le secteur militaire comme la coopération technologique dans l'industrie de la défense et les ventes d'armes par les États-Unis.

Au milieu du renforcement de la coopération entre les pays participant au Quad, le Premier ministre indien Modi a convenu de poursuivre une coopération étroite dans la région indo-pacifique et de promouvoir une structure régionale plus forte lors d'un appel téléphonique avec Biden en février avant le Sommet du Quad.

La stratégie indo-pacifique de l'Europe : se concentrer sur le rôle de la France

Alors que les pays du monde entier s'intéressent de plus en plus à la région indo-pacifique, depuis 2018, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et l'UE ont également adopté la stratégie indo-pacifique. Cette tendance est comprise comme une tentative des pays occidentaux de parvenir à un équilibre des pouvoirs dans la région en établissant des alliances pour contrer la forte influence de la Chine dans la région, telle que la Ceinture et la Route Indo-Pacifique, vue comme une menace. Parmi eux, la stratégie Indo-Pacifique de l'Europe est menée par la France. Elle vise à maintenir la paix régionale et à renforcer la sécurité, y compris la protection territoriale et la sécurité maritime, en plus des intérêts économiques tels que le commerce. C'est différent de l'Allemagne et des Pays-Bas qui mettent l'accent sur l'aspect économique comme objectif principal de leur stratégie indo-pacifique. La stratégie Indo-Pacifique de l'UE, dévoilée en avril 2021, reflète fortement la perspective française en termes de portée et d'objectifs stratégiques de la région. Les objectifs de la mise en œuvre de la politique active de la France dans cette région sont de protéger les territoires d'outre-mer, de surmonter la stagnation économique telle qu'un faible taux de croissance économique et un taux de chômage élevé et de renforcer l'influence militaire et sécuritaire de la France. En conséquence, il semble que l'État français cherche à obtenir les résultats suivants : d'abord, sortir de la stagnation économique en s'appuyant sur le dynamisme économique des pays de l'Indo-Pacifique, puis continuer la tradition française de renforcement de la capacité indépendante de sécurité, pensée par le président de Gaulle, et troisièmement, augmenter l'influence de la France dans l'UE.

La Russie

Depuis la guerre froide dans le passé, l'Inde s'est appuyée presque unilatéralement sur des armes de fabrication russes (soviétiques), qui ont servi de partenaires ou de fournisseurs de sécurité nationale depuis la signature du traité d'amitié indo-soviétique en 1971.

Dans la politique étrangère de l'Inde, l'accent a été mis sur le renforcement de la coopération à multiples

facettes avec les États-Unis et la poursuite de partenariats stratégiques, et à travers un certain nombre de pourparlers de haut niveau et d'accords bilatéraux, les relations bilatérales entre les deux pays ont fait des progrès remarquables dans domaines de la sécurité économique et militaire. Même à l'époque de Trump, l'Inde a activement coopéré et participé à l'initiative stratégique américaine pour l'Indo-Pacifique.

Le Premier ministre Modi est réélu lors des élections générales de 2019, posant les bases d'un approfondissement de la ligne politique de son premier mandat. Ses efforts pour approfondir les relations avec les États-Unis étaient en partie dus au fait que le rôle de la Russie n'était plus le même et que donc cela pouvait entraver les relations avec la Chine. La Russie, alliée de longue date de l'Inde et fournisseur de sécurité à New Delhi pour garder la Chine et les États-Unis sous contrôle pendant la guerre froide, fait face à des sanctions diplomatiques et économiques de l'Occident pour l'annexion de la Crimée (mars 2014) et le soutien aux rebelles du Donbass. Elle a approfondi son partenariat stratégique existant avec la Chine pour éviter l'isolement économique.

En outre, la Russie a signé un accord de coopération militaire avec le Pakistan (novembre 2014) et a mené pour la première fois des exercices militaires conjoints pour lutter contre le terrorisme et le trafic de drogue, « l'Amitié 2016 » (septembre-octobre 2016). Elle a promu des relations de coopération avec le Pakistan. New Delhi n'a pu s'empêcher de se sentir mal à cause de cette situation qui mettait dans un même groupe, son rival la Chine et le Pakistan, qui lui est hostile.

L'Inde entretient un partenariat stratégique avec les États-Unis, mais elle a besoin de la Russie, située en arrière-plan, pour contenir la Chine frontalière. La Russie entretient le plus haut niveau de relations avec la Chine, mais elle a besoin de l'Inde pour contrôler la Chine, la puissance la plus puissante du continent asiatique. Dans le contexte de la politique d'équilibre géopolitique entre les pays frontaliers, la Russie et l'Inde peuvent ne pas être en mesure de rétablir un partenariat stratégique clair dans la structure simple de la relation soviéto-indienne de la guerre froide, mais en tant que partenaires dans la structure complexe des relations de pouvoir internationales à l'époque actuelle.

L'Inde use de stratégie avec la Russie pour maintenir son indépendance traditionnelle en menant efficacement une modernisation militaire en réponse à l'augmentation de la puissance économique et militaire de la Chine. Elle poursuit également une stratégie équilibrée avec la Chine et contrôle l'influence excessive des États-Unis sur son territoire. Elle montre, en même temps, un grand intérêt pour les projets liés à la région Eurasie, tels que l'adhésion à l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), la coopération avec l'Union économique eurasiennne (EAEU) et le soutien prospectif au président Poutine. Parallèlement, l'Inde a renforcé ses relations de coopération stratégique avec les États-Unis et a activement participé à la stratégie indo-pacifique afin de contrôler l'approfondissement des relations sino-russes.

L'ascension de la Chine

La puissance nationale de la Chine basée sur la puissance économique et militaire a déjà dépassé l'Inde en Asie du Sud. En plus de la « puissance nationale relative », l'Inde considère la montée de la Chine comme une menace pour la sécurité en Asie du Sud et craint que les intérêts nationaux de l'Inde soient enfreints en même temps. La vision de l'Inde par rapport à la Chine repose sur trois facteurs principaux : l'expansion et l'expansion de la force militaire de la Chine dans la zone frontalière sino-indienne, le renforcement de son activité navale dans les eaux de l'océan Indien et ses relations avec l'Asie du Sud.

Premièrement, depuis le milieu des années 2000, la Chine a renforcé ses capacités militaires dans la région du différend frontalier avec l'Inde et dans une région autonome du Tibet (TAR) voisine grâce à l'expansion des installations militaires, au renforcement des troupes et à l'envoi de combattants. La décision d'augmenter les forces militaires chinoises dans le TAR constitue une menace très sérieuse pour la sécurité de l'Inde. La Chine affirme que le but du TAR est d'augmenter sa force militaire et d'étendre ses installations dans la zone

frontalière sino-indienne pour stabiliser les affaires intérieures (question du Tibet). Cependant, l'Inde soupçonne la Chine de renforcer son agression dans les zones de conflit. Étant donné que la plupart des bases militaires chinoises de TAR sont adjacentes à la frontière contestée entre la Chine et l'Inde, les inquiétudes grandissent quant au fait que des combattants chinois pourraient entrer dans la zone contestée du côté indien à tout moment grâce à l'extension de pistes et de hangars supplémentaires.

Le deuxième facteur est l'expansion des activités navales chinoises dans la région de l'océan Indien. Pour la Chine, l'océan Indien est une région très importante non seulement en termes de sécurité énergétique mais aussi stratégiquement pour contenir l'Inde. À ces fins, elle a récemment étendu sa présence navale dans ces eaux. Elle continue d'envoyer ses sous-marins et autres navires de guerre dans la région ou effectue des visites régulières dans des ports partenaires d'Asie du Sud, notamment au Pakistan. En particulier, on sait que les sous-marins à propulsion nucléaire font partie de la marine chinoise et sont envoyés dans l'océan Indien. La Chine étend également ses activités en développant la formation militaire dans la région. En 2009, le premier exercice naval conjoint (Peace Mission 2009) a été mené dans la région avec les pays partenaires de l'Organisation de coopération de Shanghai. L'expansion des activités navales de la Chine s'est révélée comme une menace aux yeux du personnel militaire indien, en particulier la marine indienne. Pour l'Inde, qui s'est traditionnellement affirmée comme un leader dans cette région et dont c'était la scène, l'entrée de la Chine dans l'océan Indien est perçue comme un acte qui mine la position internationale de l'Inde dans la région, affaiblit son influence et menace la sécurité.

Enfin, le troisième facteur consiste au renforcement des relations militaires et stratégiques entre la Chine et certains pays d'Asie du Sud. Depuis le début et le milieu des années 2000, la Chine a développé sa coopération économique avec des pays d'Asie du Sud tels que le Pakistan, le Bangladesh et le Sri Lanka, tout en renforçant ses relations militaires et stratégiques. En outre, la Chine a renforcé sa coopération économique avec les États du littoral de l'océan Indien à travers la politique de l'initiative "la Ceinture et la Route" au cours des 10 à 20 dernières années, tout en soutenant et en participant à la construction de diverses infrastructures, étendant son influence dans la fameuse région.

L'Inde voit cette situation comme une tactique de la Chine pour la contenir. Il existe une perception selon laquelle l'Inde est entourée par trois régions en renforçant les activités de PLAN au Pakistan à l'ouest de l'Inde, au Bangladesh à l'est et dans l'océan Indien au sud, et cela est pris au sérieux du point de vue de la sécurité nationale.

Récemment, les deux pays se sont affrontés à propos de problèmes frontaliers dans l'Himalaya. Leur relation semble se détériorer d'année en année.

Alors que l'environnement de sécurité dans la région de l'océan Indien se détériore, comment l'Inde a-t-elle réagi ? Alors que l'entrée de la Chine dans la région de l'océan Indien s'étend, l'Inde poursuit également une stratégie active d'équilibrage anti-Chine.

Compte tenu des influences politiques, militaires et économiques des deux pays, les conséquences peuvent être graves dans la région si leur relation continue à être tendue. Alors que la concurrence entre eux s'intensifie, leurs relations sécuritaire et stratégique et celles de la région de l'océan Indien apparaît comme une variable importante. Surtout, alors que la Chine étend son influence dans la région de l'océan Indien sur la base de sa forte puissance économique et militaire, la nécessité pour l'Inde de renforcer ses relations stratégiques avec ses voisins augmente. Bien que le Bangladesh et le Sri Lanka soit de petits pays, géographiquement proches de l'Inde et situés au carrefour des grands axes de trafic maritime de la région, ils jouent un rôle clé dans la sécurisation des routes maritimes et la projection de la puissance navale. Si ces pays sont intégrés à la sphère d'influence stratégique et sécuritaire de la Chine, l'équilibre des forces militaires dans la région de l'océan Indien risque de se déplacer rapidement vers la Chine elle-même.

Alors qu'elle accélère son avancée dans l'océan Indien grâce à la politique de l'initiative "la Ceinture et la Route" et renforce ses capacités militaires, l'Inde renforce ses relations de sécurité grâce à la coopération Quad avec des puissances offshore telles que les États-Unis, le Japon et l'Australie. Dans le même temps, l'Inde encourage les efforts visant à renforcer les relations stratégiques avec les pays voisins de l'océan Indien tels que le Bangladesh et le Sri Lanka. En particulier, depuis les années 2010, l'Inde tient activement des pourparlers bilatéraux de haut niveau dans le domaine de la sécurité avec le Bangladesh et le Sri Lanka, et dans le processus, diverses coopérations et initiatives ont été élaborées. Dans le même temps, l'Inde renforce la confiance mutuelle en menant et en élargissant des exercices conjoints avec les forces armées du Bangladesh et du Sri Lanka à tous les niveaux.

Depuis environ un demi-siècle, le Pakistan et la Chine entretiennent une telle relation de confiance qu'ils s'appellent mutuellement « frère ». Ils ont poursuivi leur coopération stratégique depuis la guerre sino-indienne en octobre 1962. La guerre indo-pakistanaise de 1965 qui a suivi a rendu les relations entre les deux pays encore plus étroites. Le besoin croissant des États-Unis et de l'Inde de contenir la Chine a entraîné le renforcement des relations américano-indiennes, et la dépendance du Pakistan à l'égard de la Chine, qui s'est senti trahi par l'accent mis par Washington sur l'Inde, est devenue beaucoup plus grande. En particulier, alors que les relations entre les États-Unis et l'Inde se sont resserrées après l'entrée en fonction de Modi (mai 2014), la visite du président Xi Jinping à Islamabad a officiellement lancé le projet de couloir économique Chine-Pakistan (avril 2015).

Ce projet clé fait partir de l'initiative "la Ceinture et la Route". Il est d'une importance vitale pour la sécurité économique de la Chine. De plus, en tant que base géostratégique de l'influence de la Chine dans l'océan Indien, l'Asie centrale et le Moyen-Orient, il est mis en œuvre en tant que priorité de l'initiative. New Delhi a publié une déclaration condamnant ce projet. En effet, le gouvernement indien considère qu'il viole sa souveraineté, citant qu'il traverserait la province du Gilgit-Baltistan (Jammu-Cachemire), qui reste une zone contestée non résolue.

New Delhi trouve toute cette situation inacceptable. L'ancienne principauté du Jammu-Cachemire a été cédée à l'Union indienne en octobre 1947. L'Inde revendique alors ce territoire. Elle a adopté « l'Accord de Simla » (juillet 1972) pour cette région et est d'avis que les différends devraient être résolus par des négociations bilatérales. Cependant, le Pakistan considère cette même région comme un territoire contesté sur la base d'une série de résolutions adoptées par les Nations Unies, et insiste sur le fait que la souveraineté devrait être déterminée par un référendum du peuple de la région.

Le Bangladesh

Le conflit entre l'Inde et le Pakistan a éclaté en 1947. Les deux pays se sont séparés de la Grande-Bretagne et du Cachemire, où dans ce dernier la majorité musulmane est repartie en Inde. Depuis lors, l'Inde et le Pakistan ont mené deux guerres contre le Cachemire. Les deux pays ont également mené une troisième guerre en 1971 dans le contexte de l'indépendance du Bangladesh. Après trois guerres, le Bangladesh est enfin né.

Des pourparlers de haut niveau entre l'Inde et le Bangladesh ont été activement menés à travers la conclusion de l'accord sur les différends frontaliers signé lors de la visite du Premier ministre Modi au Bangladesh en 2015. Les accords et initiatives dans le domaine de la défense et de la sécurité montrent que la coopération entre les deux pays continue de s'institutionnaliser, et donc la coopération de défense entre l'Inde et le Bangladesh a également atteint un niveau assez élevé.

Le Sri Lanka

Le Sri Lanka est stratégiquement important pour l'Inde car il est situé à au sud-est du pays. Par conséquent, il est essentiel que l'Inde renforce sa coopération en matière de sécurité avec le Sri Lanka afin d'atténuer la menace sécuritaire de la Chine. Sur la base d'une telle importance, l'Inde s'emploie à établir une relation de

coopération active avec le Sri Lanka depuis les années 2010, et dans ce cadre, elle active des pourparlers de haut niveau sans précédent entre les deux pays dans le domaine de la défense et de la sécurité.

Conclusion

Au milieu de la situation du COVID-19 et de l'intensification de la concurrence entre les États-Unis et la Chine, le Premier ministre Modi a assisté au sommet en personne au Mouvement des non-alignés en mai 2020 pour la première fois en six ans depuis son entrée en fonction en 2014. La montée en puissance rapide de la Chine (G2) dans la mesure où elle menace l'initiative des États-Unis est insuffisante pour que l'Inde fasse face à sa politique traditionnelle de non-alignement. Dans le passé, ni les États-Unis ni l'Union soviétique n'existaient comme une menace directe pour la sécurité de l'Inde. Cependant, la Chine est désormais confrontée à la menace directe et suprême de l'Inde. Cette dernière doit donc adopter une politique différente de celle de non-alignement.

L'Inde tente de construire un front anti-chinois au sein de la communauté internationale depuis le début d'un différend frontalier avec elle autour de la vallée de Galwan et du lac Pangong dans l'Himalaya en mai 2020. L'Inde poursuit une stratégie indo-pacifique en rejoignant le QUAD, un organe consultatif de sécurité non officiel dirigé par les États-Unis, et renforce également la coopération de défense multilatérale et bilatérale avec le Japon, l'Australie et la France.

Ces dernières années, un vent de changement positif a soufflé dans le domaine social et économique en Inde.

Elle s'efforce de lutter contre les facteurs structurels qui entravent l'investissement. D'un point de vue économique, comment le pays résout-il un problème de longue date, le problème chronique d'un double déficit : déficit public et déficit courant ?

L'économie indienne s'est développée rapidement au cours des cinq dernières années, grâce à une numérisation considérable. Le modèle commercial Internet du pays se développe également rapidement grâce à l'émission de cartes d'identité numériques par le gouvernement, à l'établissement de normes de paiement mobile et au développement de la 4G. Cela a donné au gouvernement indien une plus grande marge de manœuvre pour sécuriser les sources fiscales, lui permettant d'augmenter ses dépenses d'investissement dans les infrastructures publiques sur la base des recettes fiscales. De plus, l'Inde se constitue un assez bon solde extérieur grâce aux exportations de l'industrie des services informatiques. Elle montre aussi des signes de dépassement de ses limites énergétiques.

Les recettes fiscales sont sécurisées grâce à la transition vers une économie numérique. Ces dernières années, les recettes fiscales ont augmenté. Il en est de même pour l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés. Sur cette base, le gouvernement indien devrait procéder sérieusement à l'investissement public.

Entre-temps, la faiblesse de l'industrie manufacturière a été citée comme un problème chronique. Cependant, le problème pourrait être réglé grâce à l'industrie de l'externalisation informatique, qui est une industrie forte en Inde. Les principales sociétés informatiques du pays, Tata Consulting, TCS Infosys et Wipro, ont une envergure mondiale assez importante. Elles agissent pour le compte de sociétés américaines et européennes dans la gestion de ressources informatiques. En raison de la pandémie de coronavirus, le travail à distance devient de plus en plus courant dans le monde, et le besoin constant de nouveaux services en fonction de la transition de l'économie mobile et de la mise en œuvre de l'infrastructure informatique devrait continuer à augmenter. Alors que les quatrièmes industries telles que les services cloud, l'intelligence artificielle et les mégadonnées deviennent des industries importantes, les entreprises mondiales existantes augmentent rapidement la demande de nouveaux services d'externalisation informatique. Suivant cette tendance, l'emploi des sociétés informatiques indiennes augmente progressivement. Cela a de grandes implications pour la consommation urbaine et l'économie urbaine en Inde. Actuellement, 70% des Indiens vivent en milieu rural et seulement 30% en ville. Cependant, c'est l'industrie informatique qui crée la plus grande création d'emplois dans les villes. Par

conséquent, la création d'emplois dans les entreprises informatiques affecte l'amélioration de l'économie urbaine de l'Inde. Elle affecte également la construction d'infrastructures économiques immobilières.

Enfin, l'Inde connaît un problème énergétique. Pour qu'un pays se développe, il doit disposer de bonnes sources d'énergie. Le problème est que l'Inde ne dispose que de charbon (80% de la source d'électricité sont des combustibles fossiles, c'est-à-dire du charbon). Il s'agit de faire face à l'environnement climatique avec lequel le monde coopère actuellement. Le problème de la pollution atmosphérique en Inde étant considéré comme le plus grave au monde, il a été signalé comme une limite à la croissance. Étonnamment, cependant, le pays semble avoir trouvé une solution dans ce domaine : l'énergie solaire ou l'utilisation d'éoliennes. La partie occidentale de l'Inde est une région sèche avec des déserts. Sa compétitivité dans l'énergie solaire devrait alors être énorme, car cette région est très ensoleillée. Grâce à cet investissement, l'Inde devrait surmonter les limites de la croissance du secteur énergétique de l'économie.

Grâce aux nombreuses politiques indiennes, un vent de croissance souffle sur le pays, d'une importance géo-économique et géopolitique. L'Inde présente également un certain nombre de risques. Elle a encore de nombreux problèmes existants, mais on s'attend à ce qu'elle continue de croître grâce à ses résolutions politiques et à l'énorme potentiel de sa culture et de sa géographie.

Q&A

L'évolution des risques des Talibans / Pakistan pour l'Inde. => Comment évoluer les risques ?

Démographie indienne très inégale suivant les États (en cause le développement inégal, l'éducation etc...) => exemple Vecela où il y a 98% de personnes sachant lire et écrire, sa démographie est donc importante. Contrairement au Bangladesh, des décisions plutôt controversées sont prises comme les abattages de vaches qui se font dans les États voisins et posent des problèmes sanitaires. En général, la démographie reste positive. Problème avec les anciens gouvernements qui voulaient stériliser les hommes => difficile de faire des réformes à cause de cela car comme beaucoup de pays d'Asie, il faut des fils.

Relations France – Inde est-elle suffisante ?

L'Inde a beaucoup investi dans l'Afghanistan, l'arrivée des Talibans pose un problème => Ils vont vers le Pakistan, sont entrés là-bas puis attaquent l'Inde. Au Pakistan, ce sont les militaires qui ont le pouvoir (difficile de gouverner) => discussion avec Russes, Américains, Européens pour trouver une solution.

La démographie indienne dans le futur, pensez-vous qu'elle va croître ou baisser comme la Chine ?

L'Inde Franco-Pacifique (il faut bien délimiter cette ligne) envoi de navires français, en attente du référendum de la Nouvelle Calédonie. => Très important pour le futur. Il faut que la France définisse avec l'Inde cette ligne + Japon + Corée du Sud.

Relations entre France – Pakistan avec la présence importante chinoise dans le Pacifique, quelle doit-être la position de la France sur la ligne indo-pacifique (Limiter la progression de la Chine) => Inclure d'autres pays plus démocratiques ? (Japon, Corée etc)

Relation avec la Chine, seulement financière. Discussion à Bruxelles d'une alliance anti chinoise dans le Pacifique => Discussions difficiles car impossible de sanctionner la Chine. Depuis 1989, interdit d'échanger du matériel militaire.

Auteurs

Claude Blanchemaison, ancien Directeur Asie-Océanie au Ministère des Affaires étrangères, a été ambassadeur en Inde à une époque charnière (1996-2000), avant d'être ambassadeur en Russie. Il livre dans son dernier ouvrage une réflexion sur la puissance indienne et sur les défis, internes et externes, auxquels le pays est confronté : du Covid à l'économie, des dynamiques sociales et culturelles aux dynamiques politiques, de l'Inde du nationalisme hindou aux questions géopolitiques et stratégiques, il dresse un large panorama du pays, que complète, à une autre échelle, un dernier chapitre évoquant une douzaine de villes emblématiques de la diversité indienne.

Tirthankar Chanda, est journaliste à la rédaction internet de Radio France Internationale (RFI). Il intervient sur des sujets portant sur la vie politique et culturelle en Afrique et en Asie du Sud. Il anime par ailleurs sur l'antenne de RFI la rubrique hebdomadaire « Chemins d'écriture », qui donne la parole aux écrivains du monde noir.

Jean-Luc Racine est directeur de recherche émérite au CNRS (Centre d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud de l'EHESS), et chercheur senior à Asia Centre.